

Les subsides

M. St. Germain: Monsieur le Président, je ne crois pas que le gouvernement ait des leçons à recevoir du député quant à la gravité de la situation. Je suis entièrement d'accord avec le député lorsqu'il dit que l'on devrait s'élever au-dessus des considérations partisans et que la Chambre devrait aborder le problème d'une façon qui avantage tous les Canadiens. Je ne lui demande qu'une chose: je voudrais simplement qu'il communique avec son chef et avec le député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) pour leur demander de cesser de critiquer les Américains.

Si nous voulons en venir à un accord, nous devons faire appel à la conciliation, à la consultation, et à un excellent sens des affaires. Par leur comportement, son chef et certains membres de son parti, tout comme certains députés du parti socialiste, ruinent essentiellement tout espoir d'agir avec un excellent sens des affaires. Je lui demande simplement de parler à ces députés, de façon que nous puissions ménager un terrain d'entente pour discuter du bois tendre et des autres produits en question.

● (1220)

M. Tobin: Monsieur le Président, je tiens à répéter au député qui vient d'intervenir ce que j'ai dit il y a quelques instants, à savoir que toute relation, surtout entre des pays souverains, doit se fonder sur le respect mutuel. Gouverner le Canada est bien autre chose qu'exploiter une épicerie du coin: l'épicier peut vendre au livreur de pain des cigarettes à meilleur compte, à condition que celui-ci lui demande moins cher pour lui livrer son pain. Ce n'est pas ainsi que les choses se font. La politique étrangère du Canada n'est pas négociable ou à la merci du chantage exercé par les lois commerciales américaines. Notre politique étrangère ne se fonde pas sur l'attitude que les États-Unis pourraient adopter à l'égard de nos méthodes commerciales. Dès l'instant où l'on s'arrête à une telle idée, on laisse tomber toute velléité de souveraineté, on oublie que le Canada est un État souverain. Dès l'instant où l'on croit que c'est ainsi que l'on doit procéder, même à l'égard de mesures de rétorsion que les Américains pourraient adopter pour bloquer le bois d'œuvre canadien, on se comporte comme le 51^e État des États-Unis. Je dirai que même certains États ont davantage le sens de leur souveraineté.

Je ne crois pas que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), s'il était là, le ministre du Commerce extérieur, le premier ministre ou le vice-premier ministre (M. Nielsen) souscriraient aux observations que le député d'en face vient de faire. Après avoir mûrement réfléchi à la proposition qu'il vient de formuler, le député ne voudra plus soutenir que la souveraineté du Canada soit négociable.

M. St. Germain: Personne n'a dit cela!

M. Tobin: Je ne crois pas qu'après y avoir mûrement réfléchi, le député soit d'accord avec ses propres observations. Le Canada n'est pas à vendre; nous sommes un peuple souverain. Comme l'a dit le député de Skeena, le Canada n'est pas le paillason de quiconque. Non seulement n'est-il pas le paillas-

son de quiconque, mais il est un État souverain et fier dont la politique, étrangère ou autre, est établie en toute conscience et en fonction des critères, valeurs morales et principes des Canadiens. Elle n'est pas établie en fonction des intérêts financiers à protéger par suite de la menace d'un embargo américain. Une telle attitude est indigne de tout député qui a pleinement saisi la notion de souveraineté.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre, je vous prie. Reprise du débat. Le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) a la parole.

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je crois pouvoir affirmer sans gros risque d'erreur que personne à la Chambre n'est plus conscient que moi du fait que le Canada éprouve en permanence de grosses difficultés à préserver son accès aux marchés américains pour le bois et les produits agricoles. J'ai passé une bonne partie des dix-huit derniers mois à lutter pour que le marché reste ouvert, ce qui a été le cas jusqu'à présent.

Des voix: Bravo!

M. Kelleher: Je suis passablement surpris que les députés d'en face arrivent à accuser le gouvernement d'ignorer le problème de l'accès au marché américain en gardant leur sérieux. Nous sommes le seul gouvernement depuis quelques années à avoir accordé à ce problème toute l'attention qu'il mérite. C'est nous qui avons proposé les discussions bilatérales avec les États-Unis pour assurer et faciliter cet accès. Où est notre premier ministre (M. Mulroney) aujourd'hui? Tous les députés savent qu'il est à Washington au deuxième sommet irlandais, et qu'il parle entre autres choses de cet accès.

Des voix: Bravo!

M. Kelleher: C'est donc à mon avis le gouvernement actuel qui essaie de résoudre nos problèmes d'accès, malgré les efforts de l'opposition et certainement pas grâce à eux.

Je ferais peut-être bien de commencer par expliquer quelques réalités aux députés qui viennent de faire des commentaires. La première, c'est que malgré sa forte dépendance vis-à-vis des États-Unis, le Canada est encore un pays souverain. Nous ne sommes pas encore en mesure de donner des ordres au Congrès en matière de commerce. La deuxième réalité, c'est que l'organisation du gouvernement américain est un peu différente de la nôtre. Les pouvoirs sont séparés aux États-Unis; le Congrès est indépendant du gouvernement. La troisième réalité, c'est que le Canada n'a pas de relations diplomatiques avec le Congrès américain. Nous avons des relations officieuses, le plus souvent chaleureuses et amicales. C'est seulement avec le gouvernement que nous avons des relations diplomatiques officielles, et elles sont excellentes. La quatrième réalité, c'est que le gouvernement américain est adversaire du protectionnisme partout et le Congrès aussi, c'est un fait connu. Ce protectionnisme subsiste toutefois, et il menace le Canada dans bien des domaines.